

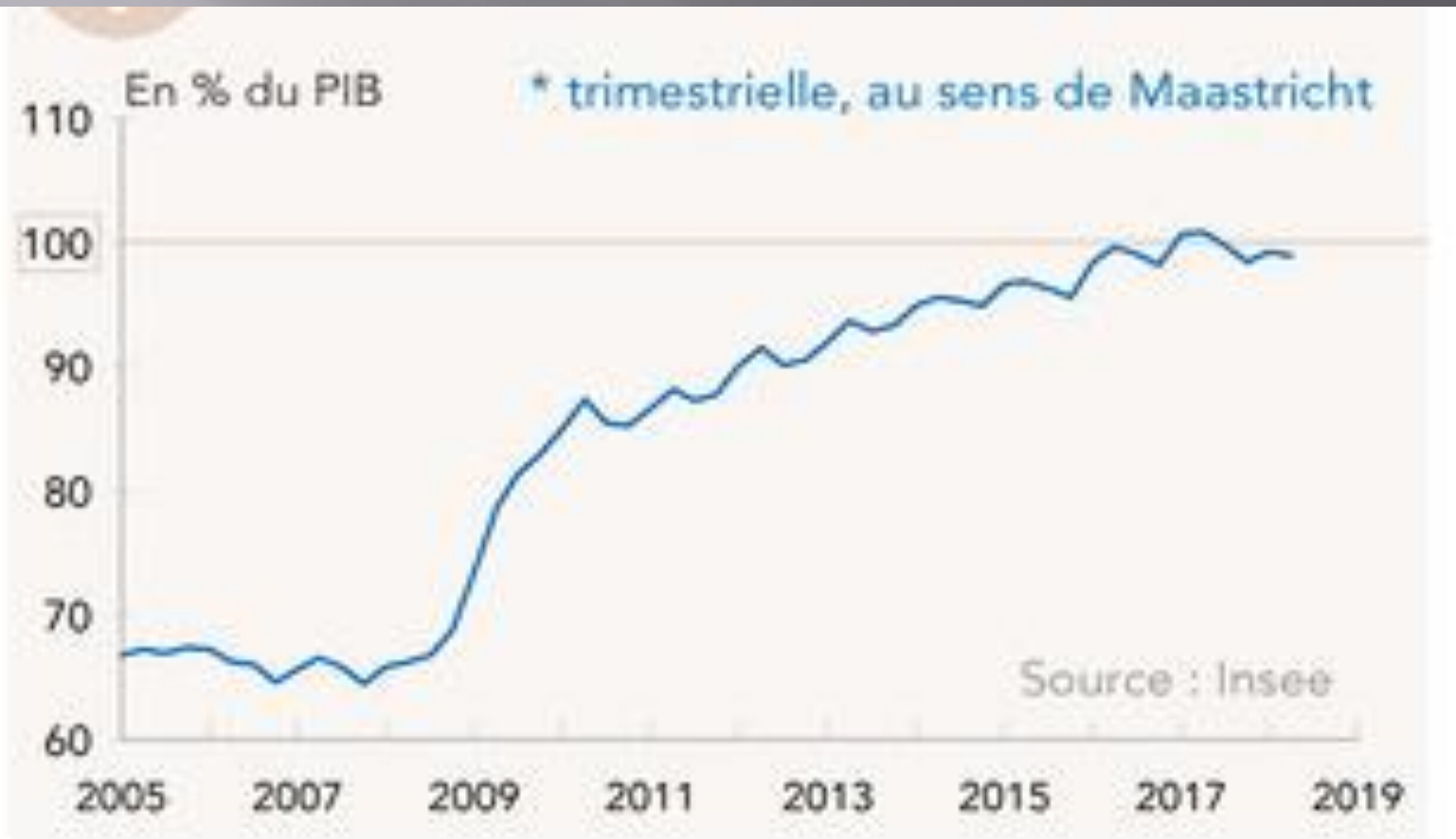
Débat d'orientation budgétaire 2019

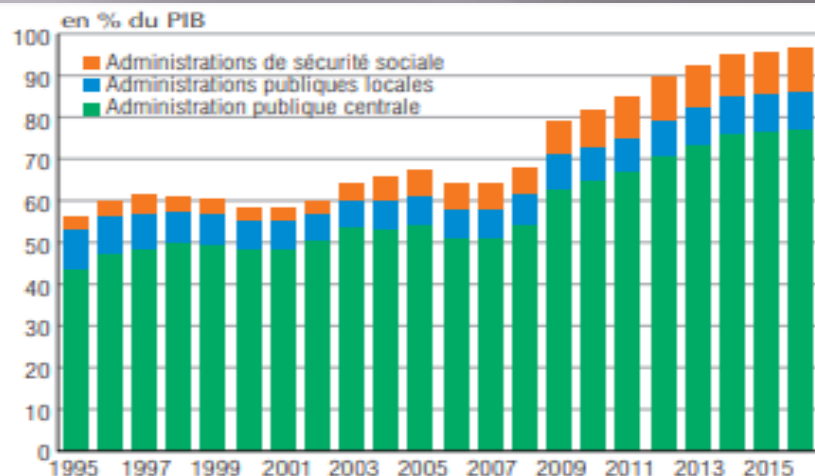
- ▣ Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est un temps privilégié de **débat démocratique** pour déterminer les priorités qui guideront l'action de la commune en 2018 et les années suivantes (2019-2021).
- ▣ Il doit être réalisé dans les **deux mois** qui précèdent le vote du **Budget Primitif** en Conseil Municipal.
- ▣ le DOB permet aux élus de **faire le point** sur l'évolution des finances communales au cours des dernières années avant de **décider des choix à venir**.
- ▣ Le budget primitif 2019 reposera sur les choix qui sont aujourd'hui mis en débat.
- ▣ Le budget 2019 doit tenir compte des éléments financiers macroéconomiques (croissance, inflation, budget de l'état,...)

Situation générale

- ▣ Croissance mondiale en baisse : 2,3 % au USA contre 2,8 % en 2018
- ▣ Croissance européenne plus limitée mais bonne 1,6 % contre 1,8 % en 2018
- ▣ Inflation forte surtout en été approchant 2%
- ▣ En 2019 inflation plus limitée 1 %
- ▣ Déficit public en baisse en 2017 et 2018 (au deçà des 3 %) mais prévu en hausse en 2019 (3,2 %)

DETTE PUBLIQUE





Note : dette publique au 31 décembre.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Dette au sens de Maastricht

en milliards d'euros

	2015 (r)	2016
Dette des administrations publiques¹	2 098,0	2 147,4
Numéraires et dépôts	39,1	36,5
Titres de créance	1 760,6	1 817,3
Titres à court terme	178,4	168,0
Titres à long terme	1 582,2	1 649,3
Crédits	298,3	293,6
Crédits à court terme	14,4	13,3
Crédits à long terme	283,9	280,3

1. Au sens du traité de Maastricht.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques

en milliards d'euros

	2013	2014 (r)	2015 (r)	2016
État	-69,6	-74,6	-71,6	-74,1
Odac	1,4	2,6	-2,2	-1,9
Administrations publiques locales	-8,3	-4,6	-0,1	3,0
Administrations de sécurité sociale	-8,8	-7,8	-4,7	-2,9
Déficit public	-85,4	-84,4	-78,7	-75,9

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

	2013 (r)	2014 (r)	2015 (r)	2016
Déficit public	-4,0	-3,9	-3,6	-3,4
Dette publique notifiée ¹	92,3	94,9	95,6	96,3
Dette publique nette ²	83,5	86,1	86,9	87,8
Recettes publiques	52,9	53,2	53,1	53,0
Dépenses publiques	57,0	57,1	56,7	56,4
Prélèvements obligatoires ³	44,8	44,6	44,4	44,4

1. Au sens du traité de Maastricht.

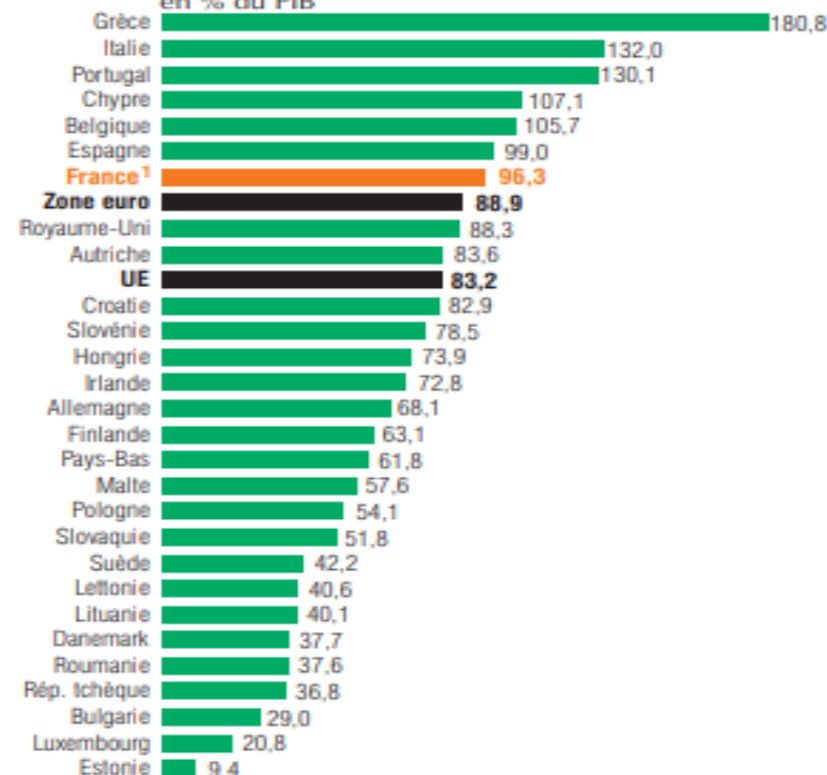
2. Dette publique notifiée diminuée de certains éléments d'actif.

3. Le taux de prélèvements obligatoires est calculé hors crédits d'impôt, alors que le classement des crédits d'impôt en dépenses, en base 2010, accroît les taux des recettes et dépenses publiques.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Dette publique au sein de l'UE en 2016

en % du PIB

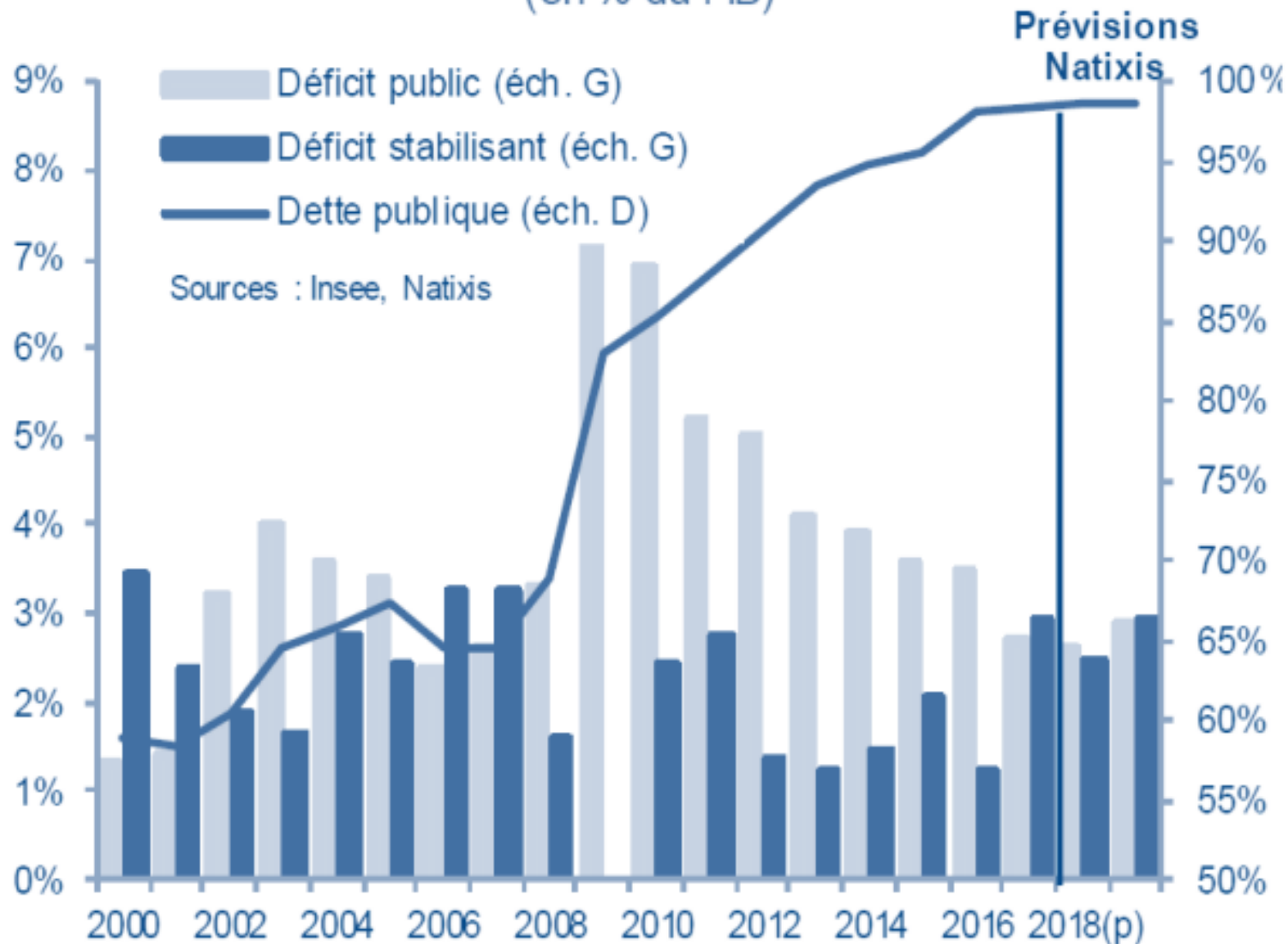


1. Source Insee, comptes nationaux - base 2010.

Champ : dette au sens du traité de Maastricht.

Source : Eurostat, Eurostat, du 22 octobre 2017.

France : finances publiques (en % du PIB)



Projet de loi de finances

- ▣ le gouvernement a réaffirmé son triple objectif d'assainissement des finances publiques d'ici 2022 : la réduction de 2 points de PIB du déficit public, de 3 points des dépenses publiques et de 5 points de PIB de la dette.
- ▣ Maintien de la DGF au niveau national
- ▣ Contrat avec les 319 plus grandes collectivités (commune + 50 000 habitants). 2 objectifs :
 - Baisse tendancielle des dépenses de fonctionnement
 - Amélioration de l'autofinancement (règle d'or minorant le recours à l'endettement : CDD inférieur à 12 ans

PLF

- ▣ Encadrement du ratio capacité dynamique de désendettement

	Ratio d'endettement : Plafond national de référence
<ul style="list-style-type: none">• Communes de plus de 10 000 hab.• EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 hab.	11 à 13 années
<ul style="list-style-type: none">• Départements• Métropole de Lyon	9 à 11 années
<ul style="list-style-type: none">• Régions• Collectivités territoriales de Corse, Guyane et Martinique	8 à 10 années

Taxe d'habitation

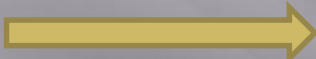
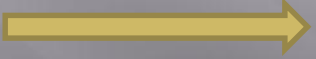
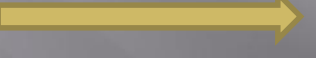
- ▣ 80 % des foyers bénéficiaires
- ▣ diminution de taxe d'habitation de 30 % en 2018, 65 % en 2019 et d'une exonération totale en 2020.
- ▣ Coût état : 3 milliards € 2018 puis 10 M€ en 2020

Contexte local

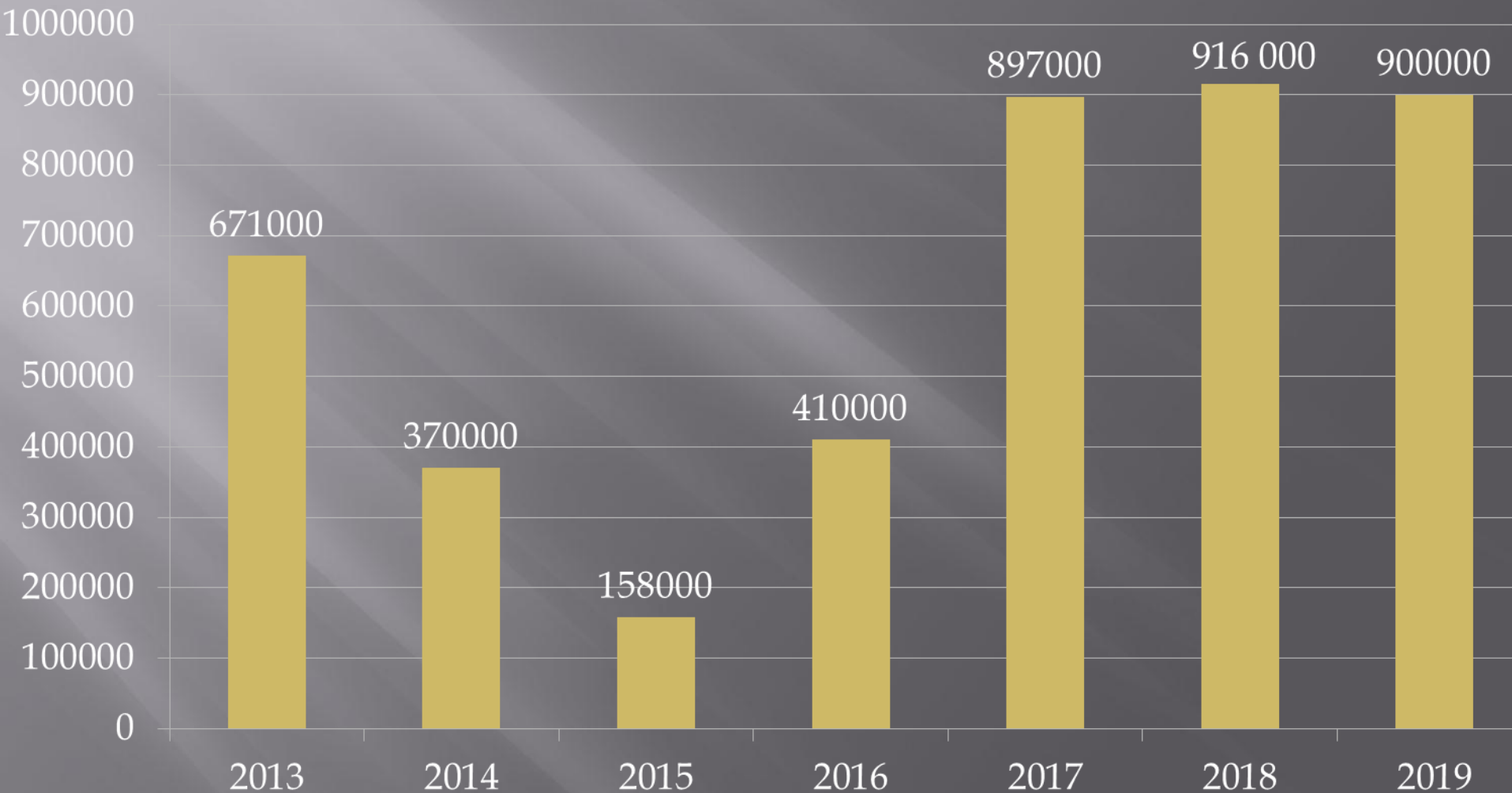
Dépenses de fonctionnement

- ▣ Maintien des charges de fonctionnement même si l'effort majeur était surtout sur 2017
- ▣ Accueil du tour de Bretagne
- ▣ Location d'un modulaire sur les quais pour OT provisoire
- ▣ Hausse des dépenses de personnel (GVT, régime indemnitaire)
- ▣ Pas d'évolution du point d'indice
- ▣ Utilisation chantier patrimoine AQTÀ (6 semaines X 8 agents)
- ▣ 4 pique papier, 3 ASVP, SNSM
- ▣ Agence communale 15 K€ compensée à 12 K€
- ▣ Soutien aux écoles via contrat d'association et maintien de deux enseignants à l'école publique

Recettes de fonctionnement

- ▣ Revalorisation des valeurs locatives non plus voté par le législateur mais automatiquement entre inflation nov.n-2 et nov. n-1
- ▣ Evolution des bases cadastrales depuis 2015
 - 2016  +1 %
 - 2017  +0,4 %
 - 2018  +1,8 %
- ▣ DGF en baisse liée à l'écrêtement (potentiel fiscal élevé)
- ▣ Recettes supplémentaires FPS +35 K€
- ▣ Stationnement payant supplémentaire +30 K€
- ▣ Recettes agence communale +12 K€
- ▣ droits de mutation : bonne tendance
- ▣ AC en augmentation de 34 K€
- ▣ Recettes liées à la maison de santé + casino
- ▣ Taux d'imposition ?

Résultat 2019 : ?



Principaux investissements 2019

- maison de santé
- salle multifonctions
- Giratoire et piste cyclable du gabellec,
- Giratoire de kervourden
- Aménagement de la rue des frères Kermorvant
- 2^{ème} tranche Restauration du clocher
- Travaux de voirie (rue du latz, lodge)
- Effacement réseau rue men dû (lotissement du men dû, rue de Carnac)
- Etude d'urbanisme
- Logement école publique
- Contrat attractivité
 - jeux pour enfants
 - Toilettes publiques
 - Démarrage études Halle à poissons